

représentent un des instruments dont se servent les États-Unis pour conserver sur la scène économique mondiale leur rôle dominant actuel et pour imposer au Canada le rôle qu'ils lui assignent. Cela ne se fait pas au moyen d'une décision insidieuse et conspiratrice prise par un entrepreneur quelconque, mais grâce à un processus englobant de nombreuses décisions individuelles, certaines hypothèses entrant en jeu. Cette tendance se reflète dans la prise des décisions relatives à l'expansion économique du pays au point que l'on accorde la priorité, au Canada, à certains programmes, et que l'on en sacrifie d'autres.

● (2.20 p.m.)

D'aucuns s'inquiètent de la réaction des entreprises américaines à la situation présente. Étant donné les circonstances, que vont faire ces entreprises? Vont-elles maintenir leur présent niveau d'activité? Quelles mesures vont-elles prendre relativement au projet de loi à l'étude? Ce qui nous inquiète aussi, ce sont nos relations commerciales avec les États-Unis. Une forte proportion de notre commerce se fait avec ce pays. Entre 65 et 70 p. 100 de nos exportations comme de nos importations reposent sur les États-Unis.

Comme je l'ai déjà dit à la Chambre, et je veux qu'on me comprenne bien, de forts volumes d'échanges commerciaux avec les États-Unis sont une excellente chose. C'est notre voisin le plus proche. Dans bien des cas, il est économiquement avantageux de poursuivre des échanges avec les États-Unis. Mais, nombreux sont actuellement les échanges avec ce pays qui ne sont pas nécessairement justifiés du point de vue économique ou qui ne représentent pas le marché le plus avantageux pour le Canada. C'est le cas d'arrangements administratifs entre les sociétés internationales et multinationales qui se soucient d'abord à leurs propres intérêts et pas nécessairement des intérêts nationaux du Canada, des États-Unis, ou à vrai dire de tout autre pays.

En fait, nous sommes responsables de la situation actuelle. Nous n'avons pas exploité comme nous aurions pu le faire nos possibilités de croissance, d'investissement de capitaux et d'épargnes. Bien souvent, depuis 25 ans, les entreprises canadiennes ont été vendues à des étrangers. Dans bien des cas, elles ont choisi une modeste participation dans les vastes sociétés américaines multinationales. Elles ont accepté de jouer le rôle de fournisseur de matières premières de l'industrie américaine assigné au Canada.

Il y aurait lieu de noter aussi, monsieur l'Orateur, qu'il nous faut tenir compte des entrées de capitaux au Canada et de ce qui se passe à ce sujet. Dans son discours à la Chambre des communes le 7 septembre, comme en fait foi la page 7581 du hansard, le ministre des Finances (M. Benson) a déclaré:

Ces derniers mois ont aussi été marqués par une baisse considérable des entrées de capitaux à long terme au Canada, ce qui, sans doute, reflète dans une certaine mesure la demande que j'avais adressée aux provinces, aux municipalités et aux sociétés de restreindre leurs emprunts à l'étranger autant que possible, à cause de la pression ascendante qui s'exerçait à certains endroits sur le dollar canadien.

[M. Mazankowski.]

L'autre raison qui explique la baisse actuelle de l'importation de capitaux au Canada a échappé au ministre des Finances. De nombreuses sociétés multinationales n'ont plus besoin d'en importer au Canada pour assurer l'expansion économique de leurs entreprises dans notre pays. Dans bien des cas, elles peuvent recueillir au Canada les fonds qu'elles veulent dépenser ici sans aucunement réduire le contrôle réel qu'elles exercent sur les opérations en cause.

A noter en outre qu'il est faux, comme on l'a si souvent prétendu, que le Canada est si vulnérable qu'il est nécessairement un pays faible qui doit aller mendier à Washington. Les États-Unis sont à maints égards le partenaire vulnérable quant à certains aspects de la situation. A l'heure actuelle, les États-Unis dépendent de nous pour une grande partie de leurs matières premières. Dans bien des cas, ils conservent les ressources qu'il leur reste. Témoin, le fait que les États-Unis ont soustrait à la surtaxe sur les importations bon nombre des matières premières en provenance du Canada.

Le domaine tout entier de la propriété étrangère de l'économie canadienne, de notre dépendance de l'économie et de la conjoncture économique des États-Unis a été marqué par une absence très perceptible de politique gouvernementale. On nous a promis, bien sûr, la déclaration de politique, les mesures ou le Livre blanc tant attendus. Nous ne savons pas exactement à quoi nous attendre et je ne suis pas sûr que le gouvernement le sache vraiment. Ce n'est pas clair. On nous renvoie toujours aux calendes grecques. N'empêche que le gouvernement a promis une déclaration de politique et une initiative dans ce domaine, mais n'en a rien fait.

Il semble que de nouvelles situations, toutes semblables, surgissent constamment. Le gouvernement canadien poursuit quand même son bonhomme de chemin comme si de rien n'était. C'est ainsi que le ministère de l'Expansion économique régionale continue d'accorder des subventions importantes à des sociétés étrangères pour qu'elles prennent de l'expansion ou entreprennent de nouvelles réalisations au Canada. Le gouvernement poursuit cette politique en dépit de l'inquiétude qui règne dans ce pays et que le gouvernement et ses membres ont exprimée en diverses occasions. Rien n'indique qu'ils y mettront fin. Il faudrait, à mon avis, que le gouvernement cesse de telles politiques.

Le gouvernement pense-t-il que nous ne disposons d'aucune solution de rechange ou d'aucun moyen pour entreprendre les travaux nécessaires dans plusieurs régions du pays et apporter les améliorations voulues dans bon nombre d'industries? Si tel est le cas, à quoi sert la Corporation de développement du Canada? Je serais d'accord avec quiconque soutiendrait que la politique de ce nouvel organisme, telle qu'elle a été conçue, le rend inefficace. Toutefois, si on avait accepté certaines propositions qu'a avancées notre parti, la Corporation de développement du Canada aurait pu être l'instrument indispensable pour stimuler l'expansion économique du Canada et, certainement, à celle des régions moins favorisées.